

CHAMBRE DES COMMUNES

Le lundi 20 septembre 1971

La séance est ouverte à 2 heures.

AFFAIRES COURANTES

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

RAPPORT DU MINISTRE DES FINANCES SUR LA RÉUNION DU GROUPE DES DIX—DÉPÔT DU COMMUNIQUÉ ET DE LA DÉCLARATION RELATIVE À LA POSITION DU CANADA

[Traduction]

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais brièvement faire part à la Chambre de la réunion qu'ont tenue à Londres mercredi et jeudi derniers les ministres et les gouverneurs des banques centrales du Groupe des Dix.

Je dépose aussi des exemplaires français et anglais du communiqué publié par le Groupe des Dix et de ma déclaration au sujet de la position prise par le Canada.

Cette réunion permettait pour la première fois aux ministres d'examiner la situation monétaire internationale à la lumière du programme lancé le 15 août dernier par le président Nixon afin de corriger le très important déficit de la balance des paiements des États-Unis.

Tous les ministres se sont accordés pour admettre qu'un déséquilibre fondamental existe dans le domaine des paiements internationaux et qu'une action de grande envergure est nécessaire pour y faire face. Nous nous sommes séparés en ayant tous une idée beaucoup plus claire de nos positions respectives. Nous sommes tous conscients des difficultés que nous devons affronter et personne ne s'attend à des solutions miracle. Selon moi, le monde n'a jamais encore dû affronter des négociations économiques et financières aussi complexes et aussi délicates. Le fait demeure que des divergences d'opinions séparent les principales nations quant à l'ordre de priorité touchant les modifications importantes qu'il faudra nécessairement apporter aux politiques établies. Les gouvernements devront prendre le temps d'examiner la position de leurs confrères avant d'opter pour de telles actions. Entre temps, les travaux les plus importants se feront au sein du Groupe de travail n° 3 du Comité de la politique économique de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques et lors des réunions des hauts fonctionnaires du Groupe des Dix. Les ministres et les gouverneurs des banques centrales se rencontreront à nouveau le 26 septembre à Washington, avant la réunion annuelle du Fonds monétaire international.

Les remarques que j'ai présentées à la réunion, en ma qualité de ministre des Finances du Canada, ont mis l'accent sur l'urgence de la situation et la nécessité de travailler positivement à la solution des problèmes qui se présentent. J'ai déclaré avec franchise que les mesures les plus importantes prises par les États-Unis, soit la surtaxe, les crédits d'impôt pour les investissements et les propositions concernant l'établissement de sociétés d'exportations domiciliées aux États-Unis, sont des mesures à

caractère protectionniste. Elles représentent un éloignement des politiques américaines traditionnelles. J'ai dit que l'on aurait dû depuis longtemps éliminer les politiques protectionnistes européennes et japonaises qui souvent ont ralenti le processus d'ajustement et qui furent presque toujours dirigées contre des produits américains. J'ai aussi déclaré que des ajustements immédiats seraient facilités si les États-Unis pouvaient préciser quelles seraient selon eux, les conditions pré-requises à remplir pour qu'ils rappellent la surtaxe.

Le Canada reconnaît que la balance des paiements des États-Unis doit être corrigée, d'une façon ou d'une autre. Le véritable problème selon nous, c'est la façon dont cette correction sera faite. Nous espérons qu'elle se fera dans le cadre d'une expansion économique continue sur le plan international. Nous souhaitons qu'elle ne se produise pas dans la désagrégation des accords commerciaux plus souples obtenus au cours des vingt-cinq dernières années. Nous devons agir ensemble, d'une façon constructive, avant que de telles mesures restrictives soient appliquées.

• (2.10 p.m.)

Le Canada, plus que tout autre pays, a d'importants intérêts en jeu dans ce domaine. C'est pourquoi nous avons l'intention de participer activement et sérieusement à ces nombreuses discussions, et d'assumer un véritable leadership chaque fois que nous en aurons l'occasion.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais souhaiter la bienvenue au ministre des Finances à l'occasion de son retour au Canada et à la Chambre des communes. Nous étions quelque peu inquiets à la pensée qu'on ne l'autoriserait peut-être pas à rentrer car ses services pouvaient être nécessaires pour mener des négociations financières et économiques aussi complexes et délicates.

Je n'ai pas l'intention de parler longuement, monsieur l'Orateur, mais le ministre conviendra, je crois, que nous avons déjà lu dans les journaux tout ce qu'il a dit à la Chambre aujourd'hui. Nous avons compris qu'il n'y avait aucune solution. Nous reconnaissons, comme il l'a signalé, qu'il faudra beaucoup de temps pour résoudre certaines de ces difficultés. Nous avons compris aussi qu'il y avait eu certaines divergences d'opinions fondamentales parmi certains grands pays et certains blocs représentés à la conférence. Nous reconnaissons qu'il serait utile que les États-Unis énoncent avec un peu plus de précisions les conditions qu'ils exigent au préalable pour la suppression de la surtaxe. Toutefois, je crois comprendre d'après la déclaration du ministre qu'ils ne sont pas encore disposés à le faire.

Le ministre a confirmé les rapports de presse au sujet des propos qu'il a tenus à la réunion sur les positions des autres pays. Nous convenons avec lui de l'aspect protectionniste de la mesure des États-Unis. Il a également indiqué les mesures qu'il propose au Marché commun européen et au Japon. Il me semble toutefois que le ministre aurait davantage rendu service à la Chambre et au pays s'il nous avait indiqué les mesures que les autres pays ont proposées au Canada, si tant est qu'ils en aient proposées.